

8 septembre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Extraits de l'entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé aux stagiaires du Centre de formation professionnelle des agriculteurs, Besançon, jeudi 8 septembre 1983.

LE PRESIDENT.- Je me souviens d'avoir moi-même exposé avec quelque brutalité, lors d'un sommet européen à Londres, il y a bientôt deux ans, dans quelle situation se trouvait une production qui, d'un côté, résultait de l'aspect industriel de l'agriculture dans quelques pays de l'Europe du nord et, d'un autre côté, provenait de la coopération d'une multitude d'entreprises particulières dans des pays comme la France. J'avais souligné que les approvisionnements provenaient de plus en plus de productions américaines qui ne supportent pas de charges dans les accords du GATT, qui ont été négociés au cours du temps passé et dont nous ne sommes pas nous-mêmes directement responsables. Vous, monsieur, qui êtes responsable syndical, vous savez de quoi je vous parle : je pense au soja, aux tourteaux qui sont déversés en Europe sans supporter de taxe, sans être particulièrement imposés comme si, en somme, les Etats-Unis d'Amérique faisaient partie du Marché commun alors que ce sont nos principaux concurrents. Tout cet approvisionnement industriel, comme dans l'industrie du lait, peut avoir une rationalité qui, en fait, leur donne une supériorité considérable sur le petit producteur ou sur les coopératives moyennes.

- C'est la bataille que nous menons pour obtenir ce qu'on a souvent appelé un quantum, c'est-à-dire avoir une assurance de prix jusqu'à un certain niveau - les chiffres que j'avais défendus à Londres, c'était je crois, 30000 litres - de façon que les industries à lait n'aient pas les mêmes avantages sur toute leur production que les entreprises de taille moyenne ou petite comme on en rencontre dans nos régions.

- C'est donc une bataille européenne. La politique du lait a été extrêmement mal conçue par le Marché commun et, pourtant, les agriculteurs français dans leur ensemble souhaitent rester dans le Marché commun. Il y a donc là un problème difficile parce que, quand on discute dans une communauté de dix pays `CEE`, la France ne peut pas imposer ses vues aux neuf autres. Et si elle trouve quelque soutien, comme vous l'avez constaté au cours de récents débats très difficiles, très âpres - le ministre a été mêlé à des discussions extraordinairement ardues dans lesquelles il a marqué de sérieux points - on n'en est pas quand même au point que l'on puisse dire que la politique européenne du lait soit satisfaisante, loin de là. Je vous dirai que c'est mon principal souci, pour ce qui est de l'agriculture. Il est plus lourd que les autres. Tous les céréaliers ont quand même tiré de vrais bénéfices, de l'Europe, mais le lait est un problème vraiment préoccupant.

- Mais nous dérivons un petit peu parce que j'aurai l'occasion de traiter les problèmes agricoles à d'autres reprises. Seulement, là, il s'agit des jeunes.\

QUESTION.- ..... Les problèmes laitiers dans cette région sont assez graves. Je pense que dans deux ans, il n'y en aura plus car il n'y aura plus d'agriculteurs. Travailler 12 heures par jour pour arriver à rien du tout, est-ce qu'on ne peut pas avoir un salaire minimum ?

- LE PRESIDENT.- Oui, vous l'avez dit et je pense comme vous que l'agriculture, les agriculteurs connaissent des difficultés, qu'un certain nombre de jeunes comme vous auront de la peine à les surmonter. Il faut qu'on les aide. L'aide à l'agriculture en France est déjà très importante par rapport aux autres professions. Il faut l'accroître si c'est nécessaire. Mais il y aura encore une

rapport son métier professionnel. Il faut travailler et c'est nécessairement vrai. Il y aura encore une agriculture française quand même et, donc, je l'espère, des agriculteurs. Il ne faut quand même pas non plus désespérer, loin de là.

- Les jeunes qui sont ici, ont je le pense mesuré l'ampleur de la difficulté. Ce n'est pas aujourd'hui qu'ils apprennent que ce sera difficile. Vous avez déjà lu des journaux, discuté avec des responsables syndicaux, étudié votre métier. Ça n'empêche pas que vous êtes stagiaires pour faire ce métier. Pas forcément exploitants mais quelques-uns d'entre vous ont levé la main tout à l'heure pour dire qu'ils souhaitaient l'être. Si vous l'avez choisi, c'est quelquefois à cause de la nécessité parce que vous n'auriez pas d'autre travail, mais c'est aussi, parce que cela vous intéresse. Si cela ne vous intéressait pas, alors ce serait dramatique.\

` Suite réponse sur la difficulté de vie des agriculteurs `

- Je ne pense pas que l'agriculture française puisse douter de la volonté des pouvoirs publics de suppléer aux rigueurs des intempéries et de tout ce qui peut être une concurrence déloyale des pays voisins. La principale concurrence déloyale, à mon sens, s'établit dans la relation Europe - Etats-Unis d'Amérique. C'est notre grand problème. L'Europe n'a pas, à l'heure actuelle, - je veux dire, l'Europe des Dix - le courage de comprendre qu'il faut tirer les conclusions de sa force. L'Europe est la première puissance commerciale du monde. Toute cette situation privilégiée est très affectée par le prix du pétrole, par le prix du dollar, par un tas de choses mais, l'Europe a été réellement et reste virtuellement la première puissance commerciale du monde. Mais elle est composée de pays dont les intérêts sont différents, qui sont souvent rivaux et, par-rapport aux grands compétiteurs américains, elle n'offre pas un front commun de résistance. On est stupéfait lorsqu'on voit que l'agriculture américaine qui est quand même, au total, inférieure à l'agriculture européenne, domine sur-le-plan de la politique commerciale et aussi à cause de la puissance de sa monnaie.

- Il y a donc là un problème dont je vous parle puisque ces messieurs ont bien voulu m'en saisir et vous êtes ici des jeunes qui vous intéressez, au-delà de votre métier, aux conditions dans lesquelles vous aurez à l'exercer. Donc, ce ne sont pas des considérations indifférentes.

- Mais on va revenir, si vous le voulez, quand même, aux problèmes propres à votre formation d'adultes. Est-ce que vous voyez, vous, quelque chose à ajouter à ce qu'ont dit vos deux camarades sur le fait qu'ils se plaignent de ce qu'ils aient bien peu de part aux décisions prises et qui concernent pourtant leur progre vie au stage ? Ça ne concerne pas qu'eux, ça vous concerne tous. J'ai entendu des observations de ce genre dans certains lycées d'enseignement technique, dans toute collectivité, et je me suis toujours appliqué à obtenir que les intéressés puissent prendre une part plus large aux décisions. C'est un problème qui me paraît tout à fait conforme, d'ailleurs, à l'orientation de votre pensée, monsieur.\